

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 19 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 7 novembre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

Mahle Behr France Hambach SAS

Europôle
57912 Hambach

Références : HAMBACH_MAHLE_BEHR_2024-01-19_RAPVI_GSK_25841
Code AIOT : 0006201328

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 7 novembre 2023 dans l'établissement Mahle Behr France Hambach SAS implanté Europôle Rue Hubert Roth 57912 Hambach. L'inspection a été annoncée le 24 octobre 2023. Cette partie « contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est effectuée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

La visite a porté sur le suivi des stockages de matières, produits ou substances combustibles, la surveillance des niveaux acoustiques, la consommation d'eau et la limitation provisoire de certains usages de l'eau en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Mahle Behr France Hambach SAS
- Europôle Rue Hubert Roth 57912 Hambach
- Code AIOT : 0006201328
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : non Seveso
- IED : non IED

La société Mahle Behr France Hambach SAS exploite à Hambach une installation de fabrication d'échangeurs thermiques pour véhicules, soumise à autorisation environnementale.

Au titre des ICPE, elle a été autorisée par arrêté préfectoral n° 99-AG/2-324 du 21 décembre 1999 et est réglementée par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 18 décembre 2002, 15 avril 2004, 20 janvier 2017 et 11 juillet 2017.

Le référentiel utilisé est l'arrêté préfectoral modifié du 21 décembre 1999 précité ainsi que le code

de l'environnement - article R.512-54, l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- matières, produits ou substances combustibles
- incendie
- niveaux acoustiques
- eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Surveillance des niveaux acoustiques	Arrêté préfectoral du 21/12/1999, article 14.6	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stockage de matières combustibles	Code de l'environnement, article R.181-46	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté préfectoral du 21/12/1999, article 7.1	Sans objet
3	Eaux pluviales et d'extinction incendie	Arrêté préfectoral du 21/12/1999, articles 15.6 et 15.7	Sans objet
5	Eaux – prévention de la pollution et contrôle de la consommation	Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 15 et article 15.2 de l'arrêté préfectoral du 21/12/1999	Sans objet
6	Sécheresse - limitation provisoire de certains usages de l'eau	Arrêté ministériel du 30/06/2023, articles 1 I et 2 I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection objet du présent rapport n'a pas mis en évidence de non-conformité. L'inspection des installations classées a, cependant, constaté l'absence de calcul de l'émergence en zone à émergence réglementée, dans le rapport de mesure des niveaux acoustiques. L'exploitant s'est engagé à faire réaliser de nouvelles mesures acoustiques durant la période d'arrêt de l'usine en fin d'année 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : stockage de matières combustibles

Référence réglementaire : code de l'environnement, article R.181-46 (partiel)
Thème(s) : situation administrative, installations exploitées
Prescription contrôlée : I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de

<p>l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 10 avril 2017, dans le cadre du projet de l'exploitant de mettre en place une cinquième ligne de production de refroidisseurs de batteries, il avait été demandé à l'exploitant de dresser un état des différents stockages de matières, produits ou substances combustibles, sur site et hors site, en tonnage et en volume, et de se positionner, le cas échéant, sur la rubrique 1510 relative au stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts, à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Une copie de cet état, commenté, était à transmettre à l'inspection.</p> <p>Par courriel du 8 décembre 2017, l'exploitant a adressé à l'inspection l'état commenté de ses stocks sur site de matières, produits ou substances combustibles (au 17 novembre 2017), en tonnage et en volume, ainsi que le stock hors site (rubrique 1510) chez son sous-traitant. Cet état met en évidence qu'avec moins de 500 tonnes de matières combustibles, l'exploitant n'est pas soumis à la rubrique 1510.</p> <p>Lors de la présente visite, l'inspection constate que l'exploitant tient à jour son état des matières, produits ou substances combustibles stockées sur site.</p> <p>Le stockage ne relève pas de la rubrique 1510.</p> <p>Cela n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p> <p>Par ailleurs, suite au remplacement d'une partie de ces matériels, l'exploitant s'est positionné sur la rubrique 2925 – ateliers de charge d'accumulateurs électriques, modifiée en dernier lieu par le décret n°2019-1096 du 28 octobre 2019. Avec une puissance maximale de 20,2 kW (lorsque la charge produit de l'hydrogène) et 133,4 kW (lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène), les installations précédemment soumises à déclaration ne sont plus classées au titre de la rubrique 2925.</p> <p>L'inspection proposera à Monsieur le préfet, dans un rapport séparé, une modification des dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation prenant en compte ces modifications.</p> <p>Type de suites proposées : sans suite</p>

N° 2 : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 21/12/1999, article 7.1 (partiel)
Thème(s) : risques accidentels, moyens de lutte
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie, conformes aux normes en vigueur, comporteront :</p> <p>[...]</p> <p>- un réseau de 11 RIA alimentés sous 3 bars ;</p> <p>[...]</p>

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 7 août 2013, l'exploitant a indiqué ne pouvoir garantir l'alimentation sous 3 bars des robinets incendie armés (RIA) en toutes circonstances, y compris en cas d'incendie.

Lors de l'inspection du 10 avril 2017, l'exploitant a indiqué que compte tenu des extensions diverses des bâtiments et des évolutions des activités depuis la demande d'autorisation initiale, les moyens de protection contre l'incendie ont également évolué, et notamment, les RIA sont au nombre de 20 (initialement 11).

L'exploitant indiquait alors avoir pris contact avec la société Véolia exploitant le réseau d'alimentation en eau potable pour résoudre ce problème de pression du réseau : la société Véolia se serait engagée à augmenter la pression du réseau, sur sollicitation de l'exploitant, en cas d'incendie.

L'exploitant devait justifier, auprès de l'inspection, de la matérialisation de ces dispositions, par une procédure précisant notamment les modalités et délais de mise en œuvre pour disposer d'une pression dynamique de 3 bars pour les RIA.

Par courriel du 8 décembre 2017, l'exploitant a indiqué à l'inspection que *"la piste Véolia ne nous paraît pas suffisamment fiable, pas d'engagement ferme et écrit, donc pendant notre arrêt d'usine, en semaine 52 nous allons vérifier notre arrivée principale sur site, nous soupçonnons une perte de charge anormale sur le réseau. Je vous tiendrai informé dès que j'aurai le résultat de ce travail. Ceci permettrait de nous affranchir de toute intervention extérieure en cas de sinistre"*.

Lors de la présente visite, l'exploitant indique disposer dorénavant de 19 RIA et présente leur rapport de contrôle au titre de l'année 2022 (rapport Sivihe - intervention du 22 novembre 2022).

L'inspection observe que tous les RIA présentent une pression statique de 5 bars et une pression dynamique de 2,5 bars au robinet diffuseur.

Suivant la norme NF S62-201 de novembre 2020 et son amendement A1 de février 2022, afin qu'une installation de RIA soit efficace il est nécessaire que la pression au robinet diffuseur du RIA le plus défavorisé ne soit pas inférieure à 2 bars en régime d'écoulement. Le débit minimal prévu par la norme NF EN 671-1 lorsque les RIA sont alimentés sous 4 bars au robinet d'arrêt est, au diamètre minimal déterminé (33/12 mm dans ce cas), de 128 l/min tuyau entièrement déroulé et diffuseur réglé en position jet droit.

Post-inspection, par courriel du 29 novembre 2023, l'exploitant transmet un devis pour l'installation d'un surpresseur (coût 59 852 euros HT) et s'engage dans un premier temps à faire vérifier le débit de ses RIA les plus défavorisés.

Par courriel du 4 décembre 2023, l'exploitant présente le rapport Sivihe (intervention du 30 novembre 2023) et les résultats des test de débits des 3 RIA les plus défavorisés (n°8- hall 3 : 128 l/min, n°21-hall 0 : 134 l/min et n°35-hall 2 : 128 l/min sous une pression de 2,4 bars en régime d'écoulement).

Après échange avec les services du SDIS, l'installation RIA, disposant du débit minimal de 128 l/min aux RIA les plus défavorisés sous une pression de 2,4 bars, respecte la règle R5.

L'inspection proposera à Monsieur le préfet, dans un rapport séparé, une modification des dispositions de l'article 71 de l'arrêté préfectoral d'autorisation prenant en compte ces dispositions.

Type de suites proposées : sans suite

N° 3 : eaux pluviales et d'extinction incendie

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 21/12/1999, articles 15.6 et 15.7 (partiel)

Thème(s) : risques accidentels, rétention des eaux

<p>Prescription contrôlée : article 15.6 Les eaux pluviales de parking transitent par l'un des deux décanteurs-déshuileurs, avant de rejoindre le Bassin C de 1 200 m³ de la zone industrielle de Hambach, et le milieu naturel. [...]</p> <p>article 15.7 Les eaux d'intervention sur un éventuel incendie seront reprises par le réseau des eaux pluviales de parking, et stockées dans ce bassin C mentionné ci-dessus, obturable par vannes à commande manuelle. [...]</p>
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection du 7 août 2013, l'exploitant a indiqué ne pas avoir la gestion de ce bassin C, ne pas avoir accès aux vannes d'obturation, et ne pas disposer de consignes indiquant la conduite à tenir en cas d'incendie et lorsque le bassin est déjà plein, en particulier, et, en conséquence, ne pas pouvoir assurer la rétention des eaux d'extinction. L'exploitant a toutefois indiqué qu'une réflexion était en cours pour la mise en œuvre d'une solution interne.</p> <p>Lors de l'inspection du 10 avril 2017, l'exploitant a indiqué avoir établi une procédure interne permettant, en cas d'incendie, de mettre en place, sur les canalisations d'eaux usées et pluviales du domaine public en amont du bassin C [avec l'accord de la Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences (CASC)] 3 obturateurs gonflables. Les canalisations forment alors la rétention.</p> <p>L'exploitant devait justifier, auprès de l'inspection, des modalités et délais de mise en œuvre de cette procédure, la capacité à retenir la totalité des eaux d'extinction, ainsi que les modalités d'analyse de ces eaux avant rejet dans le milieu naturel ou reprise pour traitement en centre agréé le cas échéant.</p> <p>L'exploitant devait adresser au préfet un dossier de demande de modification des conditions d'exploitation avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article L.181-14 du code de l'environnement.</p> <p>Par courriel du 8 décembre 2017, l'exploitant a indiqué à l'inspection que son réseau d'eaux pluviales ne lui permet pas de contenir la quantité d'eau d'extinction tel que précisé dans les textes, qu'il en restera donc à ce qui a été défini dans l'autorisation d'exploiter, c'est à dire utiliser le bassin C de la zone Europôle, et qu'une discussion est en cours avec la CASC pour remettre à jour les modalités et les moyens à mettre en œuvre.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant indique avoir relancé la CASC la semaine précédente sur ce sujet (post-inspection, par courriel du 24 novembre 2023, l'exploitant transmet le courriel de la CASC du 23 novembre 2023 indiquant que la convention d'intervention sur le bassin d'eaux pluviales pourra leur être soumise pour la fin de la semaine 49).</p> <p>L'exploitant précise qu'il dispose déjà des clés d'accès au bassin C et présente la procédure de fermeture des vannes de ce bassin C (<i>MBMS 01624000 Mode opératoire Environnement Gestion bassin de rétention C</i>).</p> <p>L'exploitant présente également sa procédure d'isolement des réseaux d'eaux pluviales (<i>MBMS 01624002 Mode opératoire Environnement Kit d'obturation de canalisation</i>).</p> <p>L'inspection n'a pas relevé de non-conformité sur l'ensemble des points faisant l'objet du contrôle.</p> <p>Type de suites proposées : sans suite</p>

N° 4 : surveillance des niveaux acoustiques

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 21/12/1999, article 14.6
Thème(s) : risques chroniques, santé / environnement - nuisances sonores
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser par une personne ou un organisme qualifié, dans un délai de six mois</p>

<p>à compter de la réalisation de la nouvelle activité de production de refroidisseurs de batteries de véhicules électriques, en période de fonctionnement représentative de l'activité, puis tous les trois ans, une mesure des niveaux acoustiques permettant de vérifier le respect des niveaux limites de bruit en limite de propriété visés à l'article 14.1.2 du présent arrêté et des émergences maximales dans les zones à émergence réglementée visées à l'article 14.1.1.</p> <p>La mesure des niveaux acoustiques est réalisée aux points retenus conformément au plan annexé au présent arrêté (annexe 1).</p> <p>Les résultats de ces contrôles, interprétés et commentés, sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son dossier de modification de 2017 relatif à la création d'une nouvelle ligne de production de refroidisseurs de batteries de véhicules électriques, nécessitant la création d'une nouvelle voie de circulation interne, l'exploitant s'est engagé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à prolonger le talus existant en bordure Est du site jusqu'au portail d'accès Nord des pompiers afin de limiter les émissions sonores vers les habitations voisines ; - à établir une consigne afin que les moteurs des véhicules soient éteints dès la fin de manœuvre de mise à quai et ce jusqu'à leur départ. <p>Lors de la présente visite, l'inspection constate la prolongation du talus existant.</p> <p>L'exploitant présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la consigne relative à l'arrêt des moteurs des véhicules mais précise que les véhicules tracteurs ne restent pas sur place après mise à quai de leurs remorques : la gestion des livraisons et des expéditions lui permet d'affecter à un tracteur de livraison une remorque d'expédition ; - le rapport de mesure des niveaux acoustiques (rapport Acou-Thermo - intervention du 22 mai 2023) concluant à l'absence de non-conformité. <p>L'inspection observe toutefois que le rapport ne conclut qu'à la conformité des valeurs limites réglementaires de niveau de bruit en limite de propriété et à l'absence de tonalité marquée ; aucune émergence n'a été calculée, le site étant en activité 24h/24.</p> <p>L'exploitant s'engage à faire procéder à de nouvelles mesures et transmet, post-inspection par courriel du 24 novembre 2023, le bon de commande de la prestation. Il précise que les nouvelles mesures, dont l'émergence, seront réalisées durant la période d'arrêt de l'usine en fin d'année.</p>
<p>Observation : L'inspection des installations classées souhaite être rendu destinataire des nouveaux résultats de mesure des niveaux acoustiques.</p>
<p>Type de suites proposées : avec suites</p>
<p>Proposition de suites : lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : eaux – prévention de la pollution et contrôle de la consommation

<p>Référence réglementaire : arrêté ministériel du 02/02/1998, article 15 et article 15.2 de l'arrêté préfectoral du 21/12/99</p>
<p>Thème(s) : risques chroniques, eaux</p>
<p>Prescription contrôlée : article 15</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».</p>

<p>article 15.2</p> <p>Toute pompe ou dispositif servant au prélèvement d'eau sera muni d'un compteur volumétrique ; l'industriel veillera à la réduction de la consommation d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de cette visite, l'exploitant présente son dispositif de suivi de sa consommation d'eau. Le site est équipé de 2 compteurs (Veolia) et de 6 compteurs internes instrumentés pour une remontée des consommations toutes les 10 minutes. Le registre est informatisé.</p> <p>L'exploitant veille à réduire sa consommation d'eau (2019 : 5 862 m³, 2020 : 3 592 m³, 2021 : 3 113 m³ et 2022 : 2 693 m³).</p> <p>L'inspection n'a pas relevé de non-conformité sur l'ensemble des points faisant l'objet du contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : sans suite</p>

N° 6 : sécheresse - limitation provisoire de certains usages de l'eau

<p>Référence réglementaire : arrêté ministériel du 30/06/2023, articles 1 I et 2 I</p>
<p>Thème(s) : risques chroniques, eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>article 1 I</p> <p>Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.</p> <p>article 2 I</p> <p>Les installations classées mentionnées à l'article 1^{er}, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
<p>Constats :</p> <p>La consommation annuelle ne dépasse pas le seuil de 10 000 m³ (cf. point de contrôle n°5).</p> <p>L'inspection constate que l'installation n'est pas soumise aux dispositions de cet arrêté ministériel fixant des niveaux de réduction forfaitaire en fonction du niveau de gravité de sécheresse en vigueur, allant de -5 % en "alerte" jusqu'à - 25 % en "crise".</p>
<p>Type de suites proposées : sans suite</p>